



FRANCE

ÉDUCATION

A l'échelle nationale, une cinquantaine d'expérimentations

Le ministère de l'éducation assure poursuivre l'élan en faveur de la mixité, amorcé par la gauche. Sur le terrain, les effets font débat

Paris ne veut plus être la capitale de la ségrégation sociale et scolaire. Ses autorités de tutelle – municipales et éducatives – devaient le rappeler lors de la première réunion de l'Observatoire de la mixité sociale et de la réussite éducative, jeudi 6 septembre. L'instance a été créée cet hiver pour débattre des projets d'expérimentation lancés il y a un an pour que les petits Parisiens, les collégiens notamment, trouvent en l'école un lieu où se mélanger, quand tout ou presque (revenus, habitat, codes...) les sépare.

L'occasion de rendre compte des « résultats concluants » d'ores et déjà obtenus en changeant les modèles d'affectation dans six collèges du nord de la capitale – « résultats qui ont parfois largement dépassé nos espérances », confiait-on dans l'entourage de la maire (PS) Anne Hidalgo, la veille de cette réunion. Toucher 600 à 700 collégiens sur un total de plus de 80 000, « c'est peu », soufflent les enseignants. « C'est déjà ça », fait-on valoir à la Mairie et au rectorat, en évoquant une « possible montée en puissance », non pas cette année, mais en 2019-2020.

Paris n'est pas la seule académie qui tente de relever le pari de la mixité. Dans le sillage des attentats contre *Charlie Hebdo*, en 2015, une vingtaine de territoires pilotes, de Montpellier à Strasbourg en passant par Clichy (Seine-

Saint-Denis), Redon (Ille-et-Vilaine), La Rochelle, Brest ou Nancy, s'étaient portés volontaires pour casser les ghettos scolaires, à l'appel de l'ex-ministre de l'éducation Najat Vallaud-Belkacem. A l'époque, cette dernière formulait, elle aussi, un pari : celui de ne pas imposer la mixité « d'en haut ». « Penser que l'on pourrait imposer la mixité sociale, en supprimant au passage une partie de la liberté de choix des parents, c'est entretenir une forme d'illusion qui aboutit à l'immobilisme », expliquait M^{me} Vallaud-Belkacem dans *Le Monde* en septembre 2016, en insistant sur la nécessaire « mobilisation des acteurs de terrain ».

Scepticisme

Deux années scolaires sont passées et, alors que la ségrégation et les inégalités demeurent des maux reconnus de l'école, les résultats de cette « mobilisation » demeurent difficiles à jauger, disent les syndicats. L'actuel locataire de la Rue de Grenelle s'est peu exprimé sur le sujet, sinon pour défendre l'impact d'une offre pédagogique diversifiée (avec le rétablissement des sections bilingues et de l'option latin par exemple) sur l'attractivité de certains collèges évités. Dans l'entourage de Jean-Michel Blanquer, on défend le « volontarisme actuel », en faisant état d'une cinquantaine d'expérimentations en cours.

Au sein de la communauté éducative, une forme de scepticisme s'exprime. « S'il y a un travail fait par l'institution, il est mené en toute discrétion », glisse-t-on au SE-UNSA. Le SNES-FSU, majoritaire, évoque des expérimentations qui « avancent » à Toulouse et à Nîmes, en sus de Paris. Mais à Rennes, Nantes, Strasbourg, Poitiers ou Nancy, « ça patine », estime sa porte-parole, Valérie Sipahimalani. « On ne peut aller de l'avant qu'en concertation avec tous les acteurs engagés », observe cette syndicaliste. Sinon, on est face à une instrumentalisation administrative de la rhétorique de la mixité. On agit le beau principe uniquement pour gérer des flux d'élèves. »

Du côté des parents, l'effort de pédagogie reste à faire, relève Maria Melchior, porte-parole du collectif Collèges Paris Est, qui soutient les expérimentations parisiennes. « Comprendre les modèles de ces secteurs élargis, leurs fonctionnements, le recours aux algorithmes ne va pas de soi, témoigne cette élue FCPE. Mais dès lors qu'on donne de l'écho à la réalité, on parvient à dépasser les peurs et à démystifier les réputations d'établissements. » Une mesure des effets des expérimentations lancées à l'échelle nationale, sur la composition des collèges autant que sur les résultats scolaires des élèves, est promise à l'automne 2018. ■

MATTEA BATTAGLIA